

Mobilités, partenariats, recherches : les nouveaux défis pour l'Europe et sa diplomatie scientifique

Résumé exécutif

L'événement a mis en lumière les défis géopolitiques et scientifiques auxquels l'Europe doit faire face dans le contexte actuel. Alors que le monde est de plus en plus marqué par des remises en question des politiques de recherche, notamment aux États-Unis, l'Europe doit prendre des mesures stratégiques pour garantir son leadership dans la recherche mondiale tout en préservant ses valeurs fondamentales, telles que la science ouverte et l'intégrité académique.

Un point central abordé est la nécessité de renforcer les infrastructures de recherche sécurisées et de repenser les modèles de financement. Avec l'émergence de politiques nationales restrictives, particulièrement en ce qui concerne la gestion des données de recherche, il devient crucial que l'Europe soutienne l'accès ouvert et sécurisé aux données tout en protégeant la liberté académique. L'intelligence artificielle, en particulier, a été identifiée comme un domaine clé où une approche collective à l'échelle européenne est indispensable pour garantir que la technologie soutienne les objectifs scientifiques sans compromettre l'indépendance de la recherche.

Un autre enjeu majeur est la mobilité des chercheurs, notamment les jeunes chercheurs, qui doivent pouvoir bénéficier de meilleures opportunités de carrière à travers des programmes européens et des partenariats internationaux. Des initiatives comme les actions Marie Skłodowska-Curie (MSCA), les chaires internationales ou les alliances universitaires européennes sont des leviers essentiels pour attirer et retenir des talents scientifiques, tout en garantissant une diversité géographique et disciplinaire dans la recherche européenne. L'Europe doit également renforcer sa compétitivité en matière de recrutement international, en encourageant des stratégies communes entre les institutions européennes et non-européennes pour attirer les meilleurs chercheurs.

Face aux ruptures dans les partenariats scientifiques mondiaux, l'Europe a un rôle de leadership à jouer. Sa diplomatie scientifique doit s'appuyer sur une vision stratégique à long terme, qui défende ses valeurs sociétales tout en réaffirmant sa position centrale dans la coopération scientifique internationale. Dans un monde où l'équilibre entre compétitivité économique et responsabilité sociale devient de plus en plus fragile, l'Europe doit assurer que la recherche fondamentale et la recherche technologique se renforcent mutuellement, sans sacrifier des domaines clés comme les sciences sociales, l'écologie ou l'histoire, qui sont essentiels pour comprendre et relever les défis mondiaux.

L'Europe se trouve donc à un carrefour stratégique où elle doit renforcer son modèle de recherche ouvert, collaboratif et inclusif, et protéger ses libertés académiques tout en soutenant l'innovation scientifique. C'est en intégrant ces principes fondamentaux dans sa diplomatie scientifique que l'Europe pourra garantir sa place en tant que leader mondial, tout en répondant aux enjeux globaux de demain.

NOTES JOURNEE FU – UDICE DU 15 AVRIL 2025

Principes qui devraient guider nos actions:

- La **protection de la liberté académique** est essentielle pour garantir un environnement de recherche indépendant. Cela implique de permettre aux chercheurs de travailler sans ingérence politique ou censure, afin qu'ils puissent explorer des sujets variés et cruciaux pour le progrès scientifique.
- **La mise en place de stratégies coordonnées pour garantir la sécurité des données de recherche et l'accès ouvert aux informations.** Il est essentiel de développer des environnements de recherche sécurisés et de promouvoir l'intégrité académique pour garantir la qualité et la fiabilité des données de recherche.
- Faciliter la mobilité des chercheurs et étudiants en assurant la **pérennité des instruments européens existants**, tels que les actions MSCA, les ERC et le futur FP10, **dans les négociations de la future programmation européenne**, qui représente une opportunité pour renforcer l'attractivité de l'Europe et favoriser des carrières scientifiques durables. Il est également essentiel de développer des programmes conjoints et de soutenir la recherche collaborative, non seulement pour attirer les meilleurs talents, mais aussi pour garantir une diversification géographique des partenariats scientifiques.
- **Tout en soutenant la compétitivité, l'Europe doit veiller à ne pas sacrifier les sciences sociales et fondamentales**, qui jouent un rôle clé dans le façonnement de notre réflexion sur l'avenir de nos sociétés. L'innovation technologique doit se nourrir de la recherche fondamentale, et les deux doivent se renforcer mutuellement. L'Europe se doit de défendre un modèle de recherche qui soit à la fois ouvert, inclusif et capable de répondre aux défis mondiaux, tout en mettant en avant les valeurs européennes de durabilité, de dialogue social, et de sécurité des données dans la coopération scientifique.

Actions Clés qui peuvent en découler

- Création d'infrastructures sécurisées : Investir dans des infrastructures de recherche sécurisées et réévaluer les modèles de financement pour garantir plus de transparence et d'accès.
- Développement de stratégies de recrutement internationales : mettre en place des stratégies de recrutement internationales pour attirer les talents scientifiques en Europe, notamment à travers des programmes conjoints et des chaires internationales.
- Renforcement des mécanismes européens de mobilité des chercheurs et des alliances européennes pour faciliter la mobilité et l'internationalisation des partenariats scientifiques.
- Concertation sur l'impact de l'IA : engager une réflexion collective à l'échelle internationale et européenne sur les impacts de l'intelligence artificielle sur la recherche pour garantir qu'elle serve les objectifs scientifiques sans nuire à la liberté académique.
- Communication sur les opportunités européennes : améliorer la communication sur les opportunités offertes par l'UE pour attirer les chercheurs étrangers et réduire la précarité des carrières en soutenant davantage les chercheurs via des contrats stables et des mécanismes de mentorat.

Déroulement et synthèse des interventions

Ouverture par Antoine Mercier - représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne

Le 15 avril 2025, à la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne à Bruxelles, France Universités et Udice ont organisé un événement intitulé « Mobilités, partenariats, recherches : les nouveaux défis pour l'Europe et sa diplomatie scientifique », qui a réuni des experts et des acteurs du monde académique et scientifique pour discuter des enjeux croissants auxquels l'Europe doit faire face dans le domaine de la recherche et de la coopération scientifique à l'échelle mondiale.

Le contexte international, marqué par des remises en cause des politiques de recherche aux États-Unis, a mis en lumière des défis considérables pour la coopération scientifique et la mobilité des chercheurs. Alors que l'administration américaine réduit les financements dans des secteurs essentiels comme le climat, la santé publique, et les sciences sociales, l'Europe doit se réinventer pour répondre à ces crises et maintenir son rôle de leader mondial en matière de recherche et d'innovation. Mais, au-delà des USA, les libertés académiques et la coopération internationale sont aussi mises à l'épreuve.

Antoine Mercier rappelle que pour le Ministre, P. Batiste, il est primordial de travailler à un niveau européen, au-delà des frontières françaises. La nécessité de se concentrer sur un travail collectif à l'échelle européenne, au sein de la Commission, est un élément clé de l'ERA Act, qui incite à surmonter les obstacles structurels à la coopération scientifique à travers des politiques communes. L'attractivité de l'Europe est un point central, évoqué à travers la question de l'identification des parties prenantes (stakeholders), en particulier au-delà des États-Unis. Les ERA Boosters, dont il est question dans l'événement, sont des initiatives concrètes pour renforcer cette attractivité et augmenter l'intégration des chercheurs étrangers. Par exemple, l'initiative des Alliances Européennes vise à faciliter la mobilité et l'internationalisation des partenariats, ce qui rejoint les discussions de la réunion sur l'importance de réorienter les partenariats scientifiques vers d'autres zones géographiques tout en renforçant les liens européens. D'autres boosters peuvent aussi être explorés : Euraxess, les programmes MSCA et Horizon Europe, qui favorisent la mobilité des chercheurs et l'internationalisation des collaborations scientifiques.

Cette journée doit permettre d'explorer comment l'Europe peut renforcer sa diplomatie scientifique et mobiliser les instruments européens pour préserver l'ouverture et l'innovation dans un paysage géopolitique en évolution.

Trois panels ont structuré les échanges, chacun visant à répondre à des enjeux précis et à proposer des solutions pour renforcer la coopération scientifique à l'échelle européenne.

Panel 1- Quels sont les impacts précis sur les instruments de coopération existant actuellement et sur la gestion des données

- [Intro] Elisabeth Angel-Perez, Vice-présidente Recherche & Innovation - Sorbonne Université
- Gema Herrero-Corral, Responsable de la coordination internationale pour les Amériques – INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement)
- Gabi Lombardo – Directrice de l'EASSH (European Alliance for Social Sciences and Humanities)

Ce panel visait à explorer les conséquences des changements politiques internationaux, notamment aux États-Unis, sur les instruments de coopération existants et sur la gestion des données. Les intervenants ont discuté des risques et des opportunités liés à la concentration des financements

dans des secteurs comme l'intelligence artificielle et le quantique, ainsi que des défis liés à la dépendance technologique et à la gestion des données de recherche dans un environnement international de plus en plus contraignant.

Elisabeth Angel-Perez :

- Les dernières évolutions par rapport à la recherche et les libertés académiques aux USA interpellent par leur vitesse et leur ampleur : contrôle des publications, manipulation des données, financement ciblé, suppression de données et de certains ouvrages dans les bibliothèques universitaires. Elle affecte tous les secteurs, mais plus spécifiquement ceux ciblés par l'administration de Trump (changement climatique, santé, environnement, écologie, sciences sociales...).
- Risques :
 - L'intelligence artificielle (IA) et le quantique vont absorber une grande part des financements, laissant de côté d'autres domaines de recherche.
 - Risk for researchers : carrière, financement, en particulier pour les chercheurs étrangers, projets collaboratifs, besoin de repenser la façon d'accueillir les chercheurs tout en permettant à ces projets de se poursuivre.
 - Fiabilité et qualité des données (l'évaluation des publications ne sera pas à l'abri de biais politiques).
- Opportunités : Développer un environnement de recherche sécurisé, promouvoir l'intégrité académique, et faire face à la dépendance technologique (infrastructures de recherche).
- Propositions : Créer des infrastructures sécurisées et réévaluer les modèles de financement de la recherche pour plus de transparence et d'accès. Rappeler l'importance des sciences sociales (histoire, culture, langues). Miser sur les open online courses.

Gabi Lombardo :

- Elle signale les craintes des membres de son réseau car ils sont spécialement touchés par la censure de la nouvelle administration (certains des membres ont reçu le formulaire de l'Office of Management and Budget [OMB]).
- Cette inquiétude touche aussi certains des réseaux dans lesquels ils sont membres au-delà des USA et de l'Europe (Afrique, Amérique Latine, Asie).
- Partenariats avec l'Amérique Latine et l'Afrique : les chercheurs doivent souvent changer les mots-clés de leurs projets pour contourner les restrictions américaines.
- Autocensure : Les chercheurs américains, qui sont soumis à des pressions pour éviter certaines thématiques, s'autocensurent eux-mêmes et commencent à ré-orienter leurs sujets de recherche. Le risque à long terme est de créer une image déformée de la société.
- Il existe une volonté sous-jacente de réinventer la société en cherchant à contrôler l'accès aux informations et les données à travers cette censure. À terme, seules les données contrôlées seront disponibles, et, avec l'explosion de l'intelligence artificielle, ces données filtrées deviendront les seules utilisées par l'IA, amplifiant ainsi les biais et limitant la diversité des points de vue.
- Ce n'est pas qu'aux USA qu'on peut observer ces tendances, même si elles s'y expriment là-bas de façon plus violente et rapide (exemple de l'Argentine, la Chine). On voit bien qu'en Europe, l'accent mis sur la compétitivité (mise en question de la recherche fondamentale et collaborative via la fusion de le FP10 dans le fonds de compétitivité) et sur les question de

défense et de souveraineté européenne, pourrait conduire à négliger d'autres domaines de recherche.

Gema Herrero-Corral :

- Partenariats INRAE-USA : INRAE fait face à des restrictions dues à l'administration Trump, qui interdit certains mots-clés comme "agriculture" et "environnement", ce qui complique la collaboration scientifique avec les partenaires américains. Ces interdictions entraînent des difficultés de financement et d'acceptation des projets de recherche. Sachant que les USA était leur premier partenaire, en termes aussi de financement.
- Problèmes de financement : en raison des changements politiques aux États-Unis, il est devenu de plus en plus difficile de signer de nouveaux accords de partenariat. Ces changements nuisent à la stabilité financière des projets et à l'intégrité des collaborations internationales. Impact aussi de la fermeture de l'USAid.
- Accueillir les chercheurs étrangers : face à la situation politique et scientifique difficile aux États-Unis, de nombreux chercheurs américains se tournent vers l'Europe, et particulièrement vers la France, en demandant à être accueillis pour poursuivre leurs recherches dans un environnement plus sécurisé et propice à la collaboration scientifique.
- Question des données : la gestion des données de recherche devient un enjeu majeur. Gema insiste sur la nécessité de comprendre où les données sont hébergées, notamment aux États-Unis, et de sécuriser les données pour éviter toute restriction liée aux politiques américaines. Elle souligne également l'importance de l'Open Science et de l'accessibilité des données dans la recherche, tout en évoquant les contradictions entre la libre circulation des données et les politiques nationales restrictives.
- Impact de l'IA Act : Gema appelle à une concertation ouverte sur la question de l'intelligence artificielle (IA) et de ses impacts sur la recherche, et insiste sur l'importance d'une réflexion collective à l'échelle internationale et européenne pour garantir que l'IA serve les objectifs scientifiques sans nuire à la liberté académique.

Panel 2- Quels sont les instruments européens qui pourraient être mobilisés, en articulation avec des initiatives nationales, pour accueillir des universitaires étrangers et faciliter la mobilité des étudiants et chercheurs, notamment en début de carrière ?

- [Intro] Jean-François Huchet, Président INALCO & Vice-président de France Universités
- Emmanuelle Garnier, Présidente- Université Toulouse-Jean Jaurès, COMUE Université de Toulouse
- Christelle Roy, Directrice de l'IN2P3 et ancienne Directrice de la direction Europe et International – CNRS

Ce panel a exploré les instruments européens et nationaux qui peuvent être activés pour faciliter l'accueil des universitaires étrangers et promouvoir la mobilité des étudiants et chercheurs, en particulier ceux en début de carrière.

Les discussions ont mis l'accent sur l'importance de l'utilisation des initiatives européennes existantes, comme le programme MSCA (Marie Skłodowska-Curie Actions), et la création de programmes conjoints entre les institutions européennes et nationales pour attirer les meilleurs talents. La mise en place de stratégies de recrutement international et de soutien à la formation a été soulignée comme essentielle pour garantir la mobilité et la réussite professionnelle des jeunes chercheurs.

NOTES JOURNEE FU – UDICE DU 15 AVRIL 2025

Le programme **MSCA** a été présenté comme un levier fondamental pour la mobilité des chercheurs, en particulier pour les jeunes chercheurs en début de carrière. Ce programme soutient les chercheurs dans le développement de leurs compétences à travers la mobilité internationale et intersectorielle. Il permet également de renforcer la collaboration entre les universités et le secteur privé. L'initiative **Choose Europe**, qui fait partie du programme MSCA, a été mentionnée comme un moyen de lutter contre la précarité des carrières et la fuite des cerveaux. Cette initiative vise à améliorer les conditions salariales, le développement de carrière et les compétences transversales, comme les langues et les compétences interculturelles, afin d'attirer les chercheurs étrangers, tout en améliorant l'inclusivité et l'équité dans la recherche en Europe.

Euraxess a été cité comme un des outils de soutien à la mobilité des chercheurs, facilitant leur accès à l'information sur les opportunités de financement et les démarches administratives, tout en offrant des services pour l'intégration des chercheurs dans de nouveaux environnements académiques et professionnels.

Les intervenants ont souligné la nécessité de développer des stratégies de recrutement internationales pour attirer les talents scientifiques en Europe. Cela passe par la création de programmes conjoints, de chaires internationales et de partenariats européens, comme les **alliances européennes**, qui fonctionnent comme des laboratoires de bonnes pratiques, permettant de faire converger les meilleures initiatives au niveau national et européen. **Dans ce sens, les initiatives de certaines alliances qui travaillent sur des joint recruitment strategies** ou sur un statut juridique (*legal entity*) commune, pourraient aider à construire des instruments communs.

Jean-François Huchet a évoqué l'importance de travailler en dialogue avec la Commission européenne pour aligner les initiatives nationales et européennes, en s'appuyant sur des mécanismes comme l'ERA-NET afin de coordonner les efforts à l'échelle européenne. Il signale que les chercheurs américains semblent préférer des pays comme l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni, et certains pays européens (comme l'Allemagne, les pays nordiques, l'Espagne, l'Italie) sont des destinations aussi populaires. Il faudrait donc mieux communiquer sur les opportunités offertes par l'UE et réduire la précarité des carrières en soutenant davantage les chercheurs via des contrats stables et des mécanismes de mentorat.

Christelle Roy (CNRS) a mis en avant l'importance de renforcer les partenariats avec des pays tiers, notamment pour attirer des talents du monde entier et soutenir la collaboration scientifique à l'échelle internationale. Elle a évoqué l'importance de créer des chaires internationales et d'autres mécanismes pour faciliter l'accueil des chercheurs étrangers et intégrer les projets de recherche dans un cadre international.

Emmanuelle GARNIER présente le programme mis en place à l'Université de Toulouse, **TIRIS (Toulouse Initiative for Research 's Impact on Society)**. L'ambition de TIRIS est de renforcer l'impact de la recherche scientifique sur la société. Dans le cadre de France 2030, cet appel à projets d'excellence est mis en œuvre en collaboration avec la région Occitanie, avec un financement total de 80 millions d'euros, dont 40 millions proviennent du PIA (Programme d'Investissements d'Avenir) et 40 millions de la région. Les Programmes de Recherche de l'Initiative TIRIS :

NOTES JOURNEE FU – UDICE DU 15 AVRIL 2025

1. *Fellowship program*. Ce programme soutient les post-doctorants et chercheurs en début de carrière, en leur offrant des financements pour mener à bien leurs projets de recherche dans des domaines prioritaires.

2. *Programme Blockbuster* pour chercheurs de haut niveau. Ce programme est destiné aux scientifiques de haut niveau, avec une ouverture tout au long de l'année pour les candidatures. Il est particulièrement conçu pour soutenir des chercheurs permanents en leur offrant des financements sans appel spécifique, permettant ainsi une grande flexibilité dans la gestion de leur projet de recherche.

3. *Strategic booster program*. Ce programme a pour objectif de renforcer les infrastructures de données en soutenant des projets qui permettent d'héberger et de sécuriser les données essentielles pour la recherche scientifique. Il est un levier pour améliorer l'accès à des données ouvertes et favoriser la collaboration internationale.

Répartition des chercheurs :

- 50 % des chercheurs sont des citoyens européens.
- Parmi ceux ayant postulé à Toulouse, 25 % ont obtenu leur doctorat en France.
- Un chercheur provient d'Israël, et d'autres chercheurs ont obtenu leur doctorat aux États-Unis.

La séquence de questions – réponses a permis aussi de souligner des questions importantes lorsqu'on met en place des initiatives cibles de recrutement :

- qui évalue les candidatures ? Comment s'assurer de leur qualité et excellence scientifique ? Lien avec des organismes d'évaluation ?
- Il faut une vision à long terme orientée vers les priorités stratégiques en Europe, mais, quel lien faire avec les récentes orientations prises par la Commission concernant la compétitivité ? Doit-on accueillir des chercheurs qui travaillent uniquement sur des secteurs ou des projets qui pourraient avoir un impact direct sur la compétitivité en Europe ?
- Le MSCA ERC risque de disparaître avec le nouveau fonds de compétitivité ?

Panel 3- La nécessité d'un nouveau type de diplomatie scientifique pour faire face aux récents développements géopolitiques et aux défis auxquels sont confrontées les collaborations scientifiques à travers le monde.

- [Intro] Brian MacCraith, Conseiller spécial du Président Michael Crow pour les affaires européennes- Arizona State University
- Michael Gaebel, Directeur de l'unité enseignement supérieur à l'EUA (Association des Universités Européennes)
- Gilles Pecassou, Directeur général délégué – IRD (Institut de Recherche pour le Développement)
- Monica Sala, Vice-présidente enseignement – Institut Pasteur

Le troisième panel a été centré sur la nécessité de repenser la diplomatie scientifique européenne face au retrait des États-Unis et à la rupture des grands partenariats scientifiques mondiaux. Les intervenants ont exploré les implications géopolitiques de ce désengagement et ont discuté des mesures à prendre pour assurer la continuité des collaborations internationales, tout en protégeant les libertés académiques et en renforçant les partenariats bilatéraux et multilatéraux. Ce panel a mis en lumière les défis actuels, tout en cherchant des solutions pour réinventer la diplomatie scientifique européenne face à ces nouvelles dynamiques internationales.

Brian MacCraith :

- Université d'Arizona et Alliance Européenne EUTOPIA

NOTES JOURNEE FU – UDICE DU 15 AVRIL 2025

Brian MacCraith, Conseiller spécial pour les affaires européennes à l'Université d'Arizona, a souligné que son établissement est un partenaire clé de l'Alliance européenne EUTOPIA. Il a évoqué le désengagement des États-Unis et son impact direct sur la relation science-société, affirmant que le contrat traditionnel entre la science et la société a été rompu. Cette rupture, selon lui, est le résultat d'un retournement des priorités des gouvernements. Alors que les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les enjeux sociaux étaient autrefois au cœur des politiques publiques, les gouvernements se concentrent désormais sur des thèmes comme la sécurité, la croissance économique, et la compétitivité.

- Réponse collective aux décisions de l'administration Trump :
Lorsqu'il a été interrogé sur la réponse collective des universités américaines face aux nouvelles évolutions politiques, Brian MacCraith a indiqué qu'il n'existait pas de réaction unifiée. Bien que certaines universités cherchent à s'adapter aux décisions prises par l'administration Trump, il n'y a pas encore de stratégie nationale consolidée. Cela montre que, pour de nombreuses universités, la priorité semble être la survie face à ces changements radicaux.

- Stratégie européenne de l'Université d'Arizona :
L'Université d'Arizona a récemment mis en place une stratégie européenne, dont les principaux objectifs sont d'améliorer sa réputation en Europe et de se concentrer sur des domaines de recherche prioritaires en partenariat avec des institutions européennes. Ces domaines incluent des questions cruciales comme l'énergie, l'eau, la santé, et la numérisation. La motivation pour ces initiatives est d'offrir à leurs chercheurs et personnels l'opportunité de s'engager avec les valeurs européennes, et de répondre ainsi à des enjeux mondiaux tout en exploitant les programmes européens tels qu'Horizon Europe.

Gilles Pecassou :

- Impact du retrait américain sur les partenariats multilatéraux :
Gilles Pecassou, Directeur général délégué de l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement), a expliqué que l'impact du désengagement des États-Unis se fait sentir directement dans les pays avec lesquels l'IRD travaille, tels que la République Démocratique du Congo, l'Éthiopie, et l'Ukraine. Ces pays ont subi des coupes budgétaires importantes en raison des décisions de l'administration Trump, ce qui a fragilisé des projets de recherche, notamment ceux concernant la santé publique et la biodiversité. L'IRD, qui se concentre sur des thématiques comme la malaria et la biodiversité, ressent particulièrement ces perturbations.

- Réaffirmation des valeurs européennes :
Face à cette situation, M. Pecassou a appelé à une réaffirmation des valeurs européennes. Il a souligné la nécessité de promouvoir la science ouverte, la durabilité, le dialogue social, et la sécurité des données. Pour lui, la coopération scientifique future doit être plus équilibrée, en mettant l'accent sur des projets qui profitent à tous les partenaires, et non pas uniquement à des intérêts économiques ou stratégiques.

Monica Sala :

- Impact sur les projets de santé :

NOTES JOURNEE FU – UDICE DU 15 AVRIL 2025

Monica Sala, vice-présidente de l'Institut Pasteur, a abordé l'impact direct du retrait américain sur les projets de recherche en santé, notamment sur les questions de VIH et de genre. Elle a décrit des coupes dans les financements des programmes bilatéraux, ce qui met en péril plusieurs projets internationaux dans des domaines cruciaux pour la santé publique mondiale. Cette situation suscite une grande inquiétude quant au risque d'effondrement des collaborations internationales sur les questions de santé publique.

- Réorientations de la recherche et création d'un comité des chercheurs :

M. Sala a ensuite abordé les réorientations actuelles dans les priorités de Horizon Europe et du futur FP10 (le 10e programme-cadre européen). Elle a suggéré la création d'un comité des chercheurs au sein de Horizon Europe pour s'assurer d'un équilibre thématique dans les collaborations scientifiques, en veillant à ce que les priorités ne soient pas uniquement axées sur la compétitivité économique, mais incluent également des thématiques sociales et environnementales essentielles. Elle a souligné que l'Institut Pasteur est déjà impliqué dans deux alliances européennes et que ces alliances peuvent aider à rendre les universités européennes plus visibles et attractives.

Michael Gaebel :

- Impact global sur les libertés académiques :

Michael Gaebel, Directeur de l'unité enseignement supérieur à l'EUA, a partagé son analyse de l'impact mondial des restrictions sur les libertés académiques, particulièrement en Europe et aux États-Unis. Pour lui, l'ampleur des restrictions aux États-Unis en matière de liberté académique envoie un signal inquiétant, confirmant que des démocraties fortes peuvent également être affectées par des politiques restrictives.

- Réflexion à long terme et opportunités pour l'UE :

M. Gaebel a souligné qu'il est crucial de ne pas réagir de manière précipitée aux événements actuels, mais de réfléchir à l'impact à long terme des décisions prises aujourd'hui. Il a mis en avant que, si l'Europe rencontre également des défis internes (comme les restrictions sur l'immigration et les tensions internes sur les valeurs partagées), elle dispose d'une opportunité unique de travailler plus étroitement à l'échelle européenne, notamment en s'appuyant sur des programmes européens tels que les FP et les Fonds de compétitivité. Il a insisté sur le fait que la force de l'Union européenne réside dans ses valeurs sociétales et non seulement dans sa compétitivité économique. *Be strategic, not reactive.*

- La science comme soft power :

Il a rappelé que la science constitue un élément clé de soft power, mais qu'elle est actuellement dégradée par les attaques politiques menées contre les universités. Pour lui, reconstruire la confiance dans les institutions scientifiques passe par une meilleure communication sur le rôle de la science dans la construction de la société et son impact sur la communauté. Il a conclu en soulignant que l'Europe doit remettre la science au centre des débats mondiaux et continuer à défendre les valeurs fondamentales qui l'ont construite.